

Quelles politiques pour la mémoire écrite de Monthey?

Evaluation des enjeux pour une commune

Joanna VANAY

Introduction

Dans le cadre d'un projet de réhabilitation et de mise en valeur du château de Monthey, plus ou moins déserté au seuil de l'an 2000, l'idée d'un regroupement, dans les sous-sols de la vénérable bâtisse, des archives bourgeoises et communales, ainsi que de celles de la société du Vieux-Monthey, a été formulée. Les concepteurs de ce projet, les membres de la société du Vieux-Monthey eux-mêmes, justifiaient ce rassemblement par la situation insatisfaisante des archives historiques, tant sur le plan de leur conservation que de leur localisation. Le Conseil municipal a aujourd'hui ratifié cette solution du regroupement du patrimoine écrit au château, dont les sous-sols devraient accueillir les archives historiques de la commune et celles du Vieux-Monthey, mais dans des espaces séparés.

En tant qu'habitante de la ville de Monthey, nous avons accordé toute notre attention à cet intérêt porté à son patrimoine archivistique. Dans le cadre de notre travail de fin de Certificat postgrade en archivistique et sciences de l'information¹, nous avons souhaité examiner plus attentivement la réalité montheyenne et nous interroger de manière plus générale sur la problématique de la *mémoire* d'une commune, ses composantes, sa gestion et sa conservation.

La mémoire est le socle sur lequel se construit l'identité d'une ville, d'une commune, d'un canton. La mémoire communale est la mémoire la plus proche du citoyen; c'est à elle que ce dernier se réfère d'abord². «Cette mémoire que chacun doit façonner à sa mesure est indispensable s'il veut véritablement habiter un quartier ou s'approprier symboliquement une ville. Car une ville est toujours

Abréviations utilisées: AEV = Archives de l'Etat du Valais, Sion; AC = Archives communales. Les termes «Archives communales», «Archives de la ville» et «Archives municipales» sont jugés équivalents dans le cas de Monthey, et donc utilisés indifféremment dans cet article, de même que les termes «archiviste communal» et «archiviste de la ville», et encore «commune», «municipalité» et «ville».

¹ Sous la direction de M. Gilbert Coutaz, Université de Lausanne, 2006. Nous tenons à remercier M^{me} Florence Allet d'avoir relu notre travail pour la publication.

² Le rôle central des Archives communales dans l'identité locale a notamment été relevé dans le IV^e Colloque des archivistes de l'arc alpin occidental, qui s'est déroulé les 11 et 12 mars 2004 à Lausanne, et dont les actes ont été rapportés dans le numéro 5/2004 de la revue *Arbido*.

a priori un labyrinthe incompréhensible, une agglomération de choses opaques [...]. La mémoire est une façon d'établir des repères dans un espace pour faire à la conscience inquiète un repaire, un asile dans l'opacité des choses.»³

La mémoire communale est d'autant plus importante pour l'identité que la ville ou la commune s'enrichissent d'une importante population étrangère. C'est le cas à Monthey qui, parmi ses 15 000 âmes, compte 30% d'étrangers venus de 85 nationalités différentes.

Audiovisuelle, sonore, iconographique, muséologique, etc., la mémoire d'une commune, tout comme celle d'un canton ou d'un pays, ne se réduit pas à la seule mémoire écrite, mais celle-ci ne se limite pas non plus à une mémoire purement officielle, comme l'affirme Gilbert Coutaz, dans une perspective cantonale: «La mémoire cantonale ne procède pas que de la mémoire de l'administration et de ses autorités; elle est plurielle, diverse, multiforme et disséminée [...]. Sauver la mémoire officielle du canton, c'est aussi sauver la mémoire des personnes et des activités qui font l'histoire du canton. L'une ne va pas sans l'autre. Même si la première est prioritaire, elle n'est pas exclusive et suffisante.»⁴

Autrement dit, la mémoire d'une collectivité se construit au travers d'archives tant officielles que privées. Les archives privées se définissent souvent par opposition aux archives publiques, qui se composent des documents procédant «de l'activité de l'Etat, des collectivités locales, des établissements et entreprises publics, [...] des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public, des minutes et répertoires des officiers publics ou ministériels»⁵. Les archives privées se composent, quant à elles, de documents provenant d'un individu, d'une famille, d'une société, d'une entreprise, d'un parti politique, etc. Alors que les archives officielles forment le squelette de la mémoire d'une communauté, les archives privées en forment la chair. Pour reprendre l'image de Fritz Lendenmann, les archives privées donnent de la couleur aux fonds officiels qui resteraient gris sans elles⁶.

En Suisse, l'autonomie concédée tant aux cantons qu'aux communes pour le traitement des archives fait que les pratiques communales en la matière sont multiples. Le fédéralisme est, dans ce domaine encore, une source d'expériences et de situations diverses. Or l'apport de la littérature sur la question de la gestion de la mémoire communale dans notre pays est relativement limité. Peu d'études approfondies ont en effet été menées sur les Archives communales ou urbaines en Suisse. Pour pallier ce problème, nous avons élaboré, sur la base d'entretiens et d'exemples communaux rencontrés ou connus, une grille d'évaluation de la gestion de la mémoire communale. Ce cadre théorique nous a servi de toile de fond pour mieux situer, peindre et évaluer la réalité monthesanne.

Nous avons scindé notre travail en deux grandes parties, l'une descriptive et l'autre plus analytique. Après une brève présentation du cadre légal valaisan, la

³ Marc GUILLAUME, «Mémoires de villes», dans *Traverses*, 36 (1985), numéro spécial «L'archive», p. 139.

⁴ Gilbert COUTAZ, «Quelles politiques pour quelles archives privées aux Archives cantonales vaudoises?», dans *Rapport d'activité des Archives cantonales vaudoises 2003*, Chavannes-près-Renens, 2004, p. 53-64, disponible sur le site web des ACV, <http://www.archives-cantonales.vd.ch/activites/dossiers/dosthem2003.pdf> (janvier 2006); voir p. 20-21.

⁵ Françoise HILDESHEIMER, *Les archives privées. Le traitement des archives personnelles, familiales, associatives*, Paris, 1990, p. 8.

⁶ Fritz LENDENMANN, «Archivgut privater Herkunft in öffentlichen Archiven am Beispiel des Stadtarchivs Zürich», dans *Revue suisse d'histoire*, 47/3 (1997), p. 359-366, voir p. 360.

première partie dresse le portrait des deux principaux propriétaires de la mémoire écrite de la ville, les Archives communales et la société du Vieux-Monthey. Elle vise à cerner la politique et la pratique archivistiques de cette localité industrielle, deuxième ville valaisanne et chef-lieu du district de Monthey. Nous avons dépouillé les procès-verbaux des séances du Conseil municipal et de la société du Vieux-Monthey. Les informations que nous en avons tirées ont été confirmées par des entretiens avec le secrétaire municipal, l'archiviste de la ville et le président du Vieux-Monthey.

La seconde partie tente d'évaluer cette gestion de la mémoire montheyenne par référence à notre cadre théorique et de suggérer quelques pistes d'amélioration possibles. Pour alimenter la discussion, des points de comparaison ont été établis entre la situation de la localité chablaisienne et celle d'autres villes ou communes dont nous avons rencontré les archivistes, ou pour lesquelles nous avons rassemblé des informations plus détaillées: Sion, Montreux, La Chaux-de-Fonds ou Martigny.

Grille d'évaluation de la gestion de la mémoire communale

En Suisse, nous l'avons dit en introduction, le traitement des archives communales est diversifié. Théoriquement et schématiquement, la gestion et la conservation de la mémoire communale tendent vers trois scénarios, qui ont chacun leurs avantages et leurs inconvénients.

La mémoire sous le contrôle de la commune

La commune contrôle l'ensemble de la conservation et de la gestion de la mémoire collective, qu'elle soit officielle ou privée, à l'aide d'institutions qui lui sont officiellement ou clairement rattachées.

Dans ce premier cas de figure, chacune des institutions communales partenaires suit une même ligne directrice, une même politique, avec un budget commun. La gestion de la mémoire est idéalement confiée à des professionnels qui possèdent un espace de stockage et de travail suffisant. Les fonds *hybrides* (composés de documents écrits mais aussi d'objets, tableaux, etc.) peuvent être physiquement séparés dans des dépôts distincts, selon la spécialisation de chacune des institutions, mais leur provenance doit être sauvegardée par la confection d'inventaires de qualité. L'accès aux documents, ainsi que leur conservation, leur consultation et leur valorisation sont assurés.

Cependant, toute la charge de la mémoire étant soutenue par la seule commune, ce scénario a un coût et nécessite de l'espace. Comme les institutions partenaires bénéficient toutes de la même manne financière, elles sont plus sensibles aux coupes budgétaires.

La manière dont la commune de Lausanne gère sa mémoire illustre bien ce premier scénario: au moyen de plusieurs musées (Musée historique de Lausanne, qui conserve des archives photographiques et iconographiques, Musée romain, Musée des arts contemporains) et de ses Archives communales (qui accueillent les archives administratives et les fonds privés, et possèdent encore une section audiovisuelle pour les archives filmiques et sonores), elle conserve de manière globale la mémoire collective sous ses multiples facettes.

La mémoire en partenariat

La commune gère sa mémoire en co-partenariat, ou en responsabilité partagée, avec une ou plusieurs institutions indépendantes, dont les structures sont partiellement ou totalement professionnelles. Ce peut être le canton ou alors un musée, une bibliothèque, une fondation. Ce partenariat est officiellement réglementé, ou au moins affermi par une certaine pratique et une collaboration des deux partenaires.

La mémoire montreuusienne, par exemple, est gérée par deux organismes associés, les Archives (communales) et le Musée de Montreux. Ce dernier est une institution indépendante. La collaboration entre les acteurs ne repose pas sur une réglementation ou une convention écrite, mais résulte de la bonne entente entre les personnes.

De manière générale, ce deuxième scénario a l'avantage, pour une commune, d'être plus économique que le premier, puisque les frais et les espaces de stockage sont partagés. Une certaine compétence est également assurée, car si l'institution ne dispose pas de professionnels, elle possède généralement en son sein des amateurs éclairés.

Par contre, les moyens peuvent également manquer, du fait de la petitesse ou de la spécialisation trop ciblée des institutions partenaires. Un risque de dispersion des fonds existe en cas de dissolution de l'institution privée partenaire, si un droit de préemption de la commune n'est pas établi. La multiplication des partenaires peut aussi compliquer l'accès aux fonds, leur exploitation, leur valorisation ou leur communication.

Dans le cas d'un partenariat d'une commune avec le canton par exemple, certains fonds peuvent être déposés aux Archives cantonales et donc conservés physiquement hors du territoire communal. L'accès à la mémoire locale pourrait ainsi sembler entravé par la distance. Cependant, cet «inconvenient» est largement compensé par les avantages d'un dépôt – gratuit – aux Archives cantonales, tant que la commune ne peut pas assurer une gestion professionnelle et permanente de ses archives. Le dépôt aux Archives cantonales garantit une conservation adéquate des documents et leur accessibilité permanente et sécurisée.

La mémoire «en lambeaux»

Ce scénario est en quelque sorte l'opposé du premier. La commune ne s'occupe que des documents issus de ses propres activités. Le reste de la mémoire est conservé par d'autres partenaires amateurs, sans préoccupation de la commune, ni convention ou partenariat codifié.

L'activité parfois très dynamique de ces amateurs, qui multiplient les lieux de dépôt pour les privés ou les sociétés, permet de sauver certains pans de la mémoire communale. Pour la commune, le coût est quasi inexistant et le besoin en espace de stockage, minimal. L'ardeur individuelle et les fortes personnalités d'amateurs éclairés soulèvent parfois des montagnes.

L'inconvénient majeur est que la gestion de la mémoire est aléatoire, éclatée et disparate. Les risques de pertes de documents sont élevés. Le manque de professionnalisme entraîne des maladresses tant dans la conservation que dans le classement. Le foisonnement des acteurs et des lieux de dépôt fragilise et complique l'accessibilité à la mémoire ainsi que sa valorisation.

La réalité martigneraïne a longtemps correspondu à ce dernier cas de figure, avant que la création de l'Association des Archives de Martigny, en 2003, n'amène un changement⁷. Jusqu'alors en effet, la mémoire de la ville était conservée par plusieurs acteurs, sans contrôle aucun de la commune. À côté des Archives communales, qui ne géraient que les archives administratives, existaient notamment la Fondation Abbé Antoine Torrione, qui regroupait les fonds en possession de l'abbé Torrione à son décès en 1984, et l'Association du Vieux-Martigny, aujourd'hui Patrimoines de Martigny. L'ancien fonds de Martigny (Martigny Mixte) est pour sa part déposé aux Archives de l'Etat du Valais, à Sion.

Cadre législatif valaisan

Absence de loi sur les archives

Le Valais ne possède pas de véritable loi sur les Archives, et par conséquent, les Archives communales «ne reposent pas sur des bases légales solides»⁸.

La question des archives est abordée dans la *Loi sur la promotion de la culture du 15 novembre 1996* et dans son règlement d'application de 1999, qui déterminent la mission et les buts spécifiques des Archives cantonales. Par rapport aux Archives communales, bourgeoises et paroissiales, les Archives cantonales sont tenues à un rôle de conseil et de surveillance (art. c et d). Parmi ses buts figurent la prise en charge des archives et documents provenant de personnes de droit privé ou public et qui revêtent une importance régionale ou cantonale, ainsi que l'acquisition de documents d'archives notables pour l'histoire valaisanne, en possession de tiers (art. e et f).

La responsabilité des communes valaisannes quant à leur mémoire écrite est inscrite dans la *Loi sur les communes du 5 février 2004* et dans l'*Arrêté concernant la réorganisation des archives communales et bourgeoises du 17 juin 1922*. Selon la première loi, la constitution d'archives est une obligation (chapitre 5, art. 104, pt 1). Celles-ci, selon l'Arrêté, doivent être réparties en deux divisions: avant et après 1815. Parmi les articles les plus importants, citons l'article 2 qui affirme que les archives «sont administrées par l'archiviste de la commune municipale ou bourgeoise», l'article 7 qui souligne la prise en charge par l'Etat de l'établissement de l'inventaire des archives anciennes, et l'article 8 qui informe, pour les archives antérieures à 1874 en particulier⁹, que «les communes sont libres de conserver elles-mêmes leurs archives, sous leur propre responsabilité, ou d'en confier la garde aux Archives cantonales».

Cette législation peu consistante lègue aux Archives communales une très large autonomie, qualité chère aux municipalités valaisannes. Elle ne prend pas en compte les développements actuels de l'archivistique, incluant en particulier la gestion des archives courantes et intermédiaires, ou encore l'archivage électro-

⁷ Voir p. 369, ainsi que la Conclusion, p. 370.

⁸ Claude Roch, Conseiller d'Etat, chef du Département de l'Education, de la Culture et du Sport, dans la préface du *Guide pour les archives communales du Valais*, élaboré par les Archives de l'Etat du Valais, Sion, 2002.

⁹ La raison d'être de cette date nous est inconnue. Peut-être doit-elle être mise en relation avec la nouvelle Constitution fédérale de 1874.

nique. Elle ne comporte aucune mesure de contrainte ou de sanction en cas de manquements, comme c'est le cas dans les cantons de Zoug ou de Lucerne¹⁰.

Rôle des Archives d'Etat en matière d'archives communales et privées

Tout au long du XX^e siècle, en sus de la gestion des documents de l'administration cantonale, les Archives cantonales ont mené une importante politique de sauvegarde des archives privées et des archives communales. Elles ont en effet recueilli des fonds non étatiques provenant de différentes familles (plus de 300 fonds), sociétés (plus de 100 fonds) et associations de toutes les régions du canton. Sous l'impulsion de leurs directeurs, André Donnet et Grégoire Ghika en particulier, et aidées par des inspecteurs¹¹, elles ont également entrepris, jusqu'au début des années 1980, le classement et l'inventaire de presque tous les anciens fonds communaux. Une centaine de ces fonds, provenant en majorité des communes du Bas-Valais, ont été, et sont toujours conservés gratuitement aux Archives cantonales.

Aujourd'hui, en raison des ressources tant financières qu'humaines, les Archives cantonales ne peuvent plus s'investir autant auprès des communes valaisannes, notamment pour le classement des archives contemporaines. Afin d'aider les communes à traiter la masse documentaire et homogénéiser leurs pratiques archivistiques, les Archives cantonales ont publié en 2002 un *Guide pour les archives communales du Valais*.

La mémoire écrite de la ville de Monthey

Contrairement à la majorité de ses homologues du Valais romand, la commune de Monthey conserve ses archives historiques sur son territoire, ce qui représente à nos yeux un atout tant pour l'étude de la mémoire montheyssanne que pour son impact sur l'identité locale, sous la condition que les documents soient gérés de manière professionnelle et sécurisée, et qu'ils soient largement accessibles au public.

Nous allons nous concentrer sur les deux principaux gardiens du patrimoine écrit de Monthey, les Archives communales et la société du Vieux-Monthey. Cependant, une grande part de la mémoire montheyssanne est nichée encore ailleurs. Certains fonds de familles ou d'entreprises sont en effet déposés aux Archives cantonales¹², ou reposent encore chez des particuliers. Autres composantes importantes de la mémoire montheyssanne, les archives bourgeoises et paroissiales sont quant à elles gérées de manière indépendante par la Bourgeoisie et les paroisses¹³.

¹⁰ Selon les propos de Hans-Robert Ammann, directeur des Archives de l'Etat du Valais, des discussions sont engagées afin d'apporter quelques améliorations à la législation actuelle.

¹¹ Pour le Valais romand, le notaire Joseph Reymondeulaz (1859-1936).

¹² Par exemple, le Fonds Detorrenté (1440-1986), le Fonds Jean Marclay (1256-1940), ou celui de la Verrerie de Monthey.

¹³ Gérées par le secrétaire bourgeois par période administrative, les archives bourgeoises sont entreposées dans le bâtiment administratif communal. Une fois triées, elles sont intégrées dans les anciens fonds de la commune, ou sont parfois récupérées par le Vieux-Monthey. Les archives paroissiales, anciennes et modernes – registres paroissiaux compris – sont toutes conservées à la cure de Monthey, dans un espace réservé.

Par souci d'exhaustivité, il convient également de signaler la présence de la Fondation Zaza-Ortelli, créée en 1996, active essentiellement dans le domaine des archives audiovisuelles et photographiques¹⁴.

Les Archives communales

Fonctionnement et pratique depuis 1900

Les dispositions concernant la gestion et l'organisation des archives de la commune de Monthey sont résumées dans le *Règlement interne des Archives communales*, adopté en février 2006. La responsabilité des archives communales incombe au Service de la chancellerie, autrement dit au secrétaire municipal, sous le contrôle du président ou du conseil municipal. Il n'existe pas à proprement parler de Service d'Archives.

Pour gérer ses archives, la commune s'inspire de la *Loi sur les communes* et de l'*Arrêté concernant la réorganisation des archives communales et bourgeoises*. Depuis 2002, le secrétaire s'appuie également en partie sur le guide élaboré par les Archives cantonales.

Les Archives communales ne bénéficient d'aucune ligne budgétaire propre. Seuls des montants, dont l'importance varie selon les cas, sont occasionnellement dégagés pour l'achat de matériel de conservation, la reliure de documents, le transfert de certaines archives dans d'autres locaux, ou encore la rétribution du travail de classement ou d'inventaire effectué par des tiers ou par l'archiviste.

La fonction d'archiviste n'apparaît pas en tant que telle dans l'organigramme communal, mais dans les faits elle existe. Elle est cependant considérée comme une fonction «auxiliaire»¹⁵. Une *Convention sur la gestion des archives communales* a été signée en mars 2006 entre la municipalité de Monthey et l'archiviste communal actuel, nommé en 2003, Pierre-Alain Bezat.

Pratiquement, les Archives communales sont scindées en deux pôles: les archives administratives, courantes et intermédiaires d'une part, et les archives historiques d'autre part. Le secrétaire municipal et le Service de la chancellerie gèrent les premières. Les archives historiques sont sous la garde de l'archiviste communal, lui-même subordonné au président de la commune. Ce type de fonctionnement prévaut implicitement depuis la fin du XIX^e siècle au moins, mais il a été officiellement explicité et ordonné par le président Raymond Deferr, en décembre 1974. Affirmant qu'«actuellement, le service de l'administration générale procède au classement des archives récentes mais ne peut s'occuper des documents antérieurs»¹⁶, il décide cette année-là que les archives datées à partir de 1940 seraient dès lors sous la responsabilité de l'administration communale et que les documents plus anciens, vieux de trente-cinq ans et plus, seraient à classer par l'archiviste de la ville ou par les Archives cantonales.

¹⁴ Elle est l'œuvre de Fredy Zaza, qui filme et photographie la ville de Monthey depuis 1964. La fondation compte aujourd'hui près de 100 000 pièces d'archives, réparties en clichés, diapositives et films.

¹⁵ Cahier des charges de 1987, voir p. 9-10.

¹⁶ Ordre du président du 31 décembre 1974, AC Monthey, fonds «Archives». Les Archives communales de Monthey sont déposées au bâtiment communal et ne portent, dans la plupart des cas, pas de cotes archivistiques. Nous indiquons donc uniquement le nom du fonds concerné, consciente de cette imprécision que nous ne pouvons éviter.

La gestion des archives administratives

Depuis le début du XX^e siècle en tout cas, sont conservés les documents jugés importants juridiquement – les procès-verbaux des séances et les décisions des Conseils municipal et général, ou les archives du tribunal de police, du juge de commune et de la chambre pupillaire.

Sur le terrain, si le secrétaire municipal chapeaute l'ensemble, chaque service de la commune est responsable des documents qu'il produit, autrement dit de ses archives, et les gère à sa convenance. La gestion et le classement des documents relèvent du secrétaire du service. Il n'existe pas de calendrier de conservation ni de plan de classement généraux¹⁷.

Les services conservent eux-mêmes dans les locaux communaux leurs documents, en principe de cinquante ans au plus. Au-delà de cet âge, selon le nouveau *Règlement interne des archives communales*, ils sont remis à l'archiviste communal et transférés dans les locaux destinés aux archives historiques: «Cette opération de transfert s'effectue sous la responsabilité de l'archiviste communal et du Service Chancellerie. A cet effet, les responsables des services concernés par ce transfert peuvent être joints à cette opération. [...] Avant ce transfert, aucun document officiel ne peut et ne doit être détruit par le service détenteur des documents officiels de la commune.»

Pendant longtemps toutefois, les services ont fixé eux-mêmes la durée de conservation des documents, selon les prescriptions légales mais aussi selon la place à disposition et les habitudes ou les sensibilités des chefs de service. Ils triaient également eux-mêmes leurs archives; l'évaluation n'était pas systématiquement effectuée d'après les conseils de l'archiviste. En 2001 par exemple, des documents d'une certaine valeur historique, enfouis dans une vingtaine de palettes destinées à l'usine d'incinération, ont failli disparaître. Ils ont été sauvés *in extremis*¹⁸.

Selon une enquête menée par Pierre-Alain Bezat, le stock actuel des archives des différents services de la commune atteint 1808 mètres linéaires¹⁹. Toutes ne sont pas inventoriées. Cette même enquête nous renseigne sur la production annuelle de documents des services communaux, estimée à 55,5 mètres linéaires.

D'une manière générale, le stockage actuel au sous-sol du nouveau bâtiment administratif est relativement approprié. Certains services conservent encore leurs archives sous leur propre toit, comme par exemple les Services industriels ou les Services sociaux.

La gestion des archives historiques

L'archiviste de la commune de Monthey, nommé par le Conseil municipal, s'occupe essentiellement des archives anciennes, communales et bourgeoises.

Du début du XX^e siècle jusqu'à ces vingt dernières années, les archivistes montheyens ont tous été des notaires ou des avocats. Certains ont appartenu au

¹⁷ Les documents de l'administration générale sont classés et archivés par thème et par année. Pour les services techniques, comme le Service Bâtiment et urbanisme, les archives sont classées par numéro de parcelle ou de plan.

¹⁸ *Le château de Monthey, espace culturel*, éd. Association du Vieux-Monthey, [Monthey], 2001, p. 13-14.

¹⁹ Sont prises en compte dans cette enquête les archives de la paroisse catholique, mais non celles de la Bourgeoisie et de l'hôpital.

Conseil municipal²⁰. L'actuel archiviste de la ville, Pierre-Alain Bezat, est historien et archéologue.

De 1897 à aujourd'hui, huit archivistes se sont occupés de la gestion et de la conservation des archives administratives historiques²¹:

1897-1909	Edouard Zum Offen	1965-1974	Edmond Elber
1909-1930	Maurice Trottet	1974-1987	Pierre Delaloye
1930-1962	Victor Défago	1987 à 2000-2001	Raphy Vuilloud
1962-1964	Louis Borgeaud	2003-...	Pierre-Alain Bezat

Jusqu'en 1987, l'archiviste de la ville n'avait pas de cahier des charges. Cette situation fut rectifiée cette année-là, lorsque le secrétaire municipal de l'époque, Emile Puippe, en élaborait un pour Raphy Vuilloud.

La nouvelle *Convention sur la gestion des archives communales* de mars 2006 n'amène pas de grands changements en la matière. Les tâches de l'archiviste y sont énumérées comme suit:

- a. procurer un plan de classement et l'actualiser;
- b. classer les archives, les mettre à jour et trier les documents versés;
- c. établir l'inventaire des archives;
- d. fixer les délais de conservation sur la base de la liste des délais de conservation;
- e. détruire les documents, dont le délai de conservation est expiré;
- f. superviser la gestion des documents dans les différents services;
- g. fixer les dates pour les versements des documents aux archives communales;
- h. régler et contrôler la consultation des archives par des tiers.

Pour permettre à l'archiviste d'accomplir ces nombreuses tâches, autrement dit son mandat, la *Convention* prévoit en sa faveur un défraiement horaire, mais qui doit rester dans la fourchette globale de 5000 francs net environ par an, ce qui paraît peu. Toutefois, en cas de tâches importantes, telles qu'un inventaire, ce travail sera rémunéré sur la base d'une estimation du volume de l'activité. Cette rémunération particulière nette sera déterminée dans le cadre du budget ou par décision du Conseil municipal.

En matière de consultation des archives communales par des tiers, si les documents n'ont pas atteint les délais d'expiration et se trouvent encore dans les locaux des services de l'administration, une demande écrite et motivée doit être adressée au secrétaire municipal. Ce dernier, pour autant que l'intérêt soit légitime et après accord présidentiel, répond à la demande dans la mesure du possible et selon les documents disponibles.

L'archiviste a la charge de régler et de contrôler la consultation des archives historiques. Une septantaine de demandes sont formulées par année, dont sept ou huit de longue durée.

²⁰ Edouard Zum Offen jusqu'en 1909 et Maurice Trottet jusqu'en 1930.

²¹ Depuis 1962, le poste d'archiviste communal est lui-même divisé en deux fonctions bien spécifiques: la conservation des minutes des notaires et la conservation des archives administratives et historiques. Les archives notariales ont pendant longtemps été gérées par des avocats de la région. Aujourd'hui, elles sont déposées au registre foncier, sous la garde du conservateur de ce service.

Selon la *Convention*, la consultation des documents «doit se faire à des places de travail surveillées, si possible». Comme l'archiviste n'est pas censé consacrer tout son temps aux archives communales, il ne peut ni être présent à chaque consultation ni les surveiller en permanence, et donc la sécurité des documents ne peut être assurée.

Les fonds anciens et les inventaires

Les archives historiques de la commune de Monthey regroupent les archives administratives de la ville et les archives bourgeoises, du Moyen Âge (1250) jusqu'aux environs de 1900. Au total, les Archives communales possèdent 97 mètres linéaires d'archives historiques. Étant donné le rôle stratégique joué par la ville de Monthey, chef-lieu du Chablais depuis 1536, elles recèlent des pièces particulièrement intéressantes, non seulement pour l'histoire de la ville mais aussi pour celle de toute la région chablaisienne. On y trouve par exemple des reconnaissances de biens pour Monthey, Troistorrens, Val d'Iliez, Collombey-Muraz, Vionnaz et Port-Valais.

Il existe deux inventaires de ces archives. Le premier a été dressé vers 1910 par le notaire et inspecteur des archives pour le Bas-Valais, Joseph Reymondeulaz. Le deuxième inventaire, très sommaire, a été effectué en 1964 par l'archiviste de la ville, Edmond Elber. Il porte le titre de «Répertoire des documents classés dans cartons d'après ordre numérique par M. Elber Edmond». Ces documents, datant du XVI^e au tout début du XX^e siècle, concernent le fonds de la Bourgeoisie.

Une partie des archives bourgeoises, réparties dans des boîtes cartonnées, des classeurs ou conservées sous forme de registres, n'a pas été inventoriée.

La situation est identique, aujourd'hui encore, pour une série de documents des Archives communales (parchemins, papiers, cahiers), datant du XVI^e au XIX^e siècle, qui n'ont jamais été analysés²². L'archiviste Louis Borgeaud le fait déjà remarquer en avril 1962 dans une lettre au président de la commune, Maurice Delacoste: «[...] il existe encore au collège un certain nombre de documents qui ont été inventoriés et annotés par Reymondeulaz mais qui attendent toujours leur classement. D'autres plus nombreux, quelques centaines, n'ont jamais été examinés ou l'ont été en partie superficiellement...»²³

Les locaux

Si aujourd'hui, comme nous l'avons signalé en introduction, un nouveau lieu de stockage dans les sous-sols du château est théoriquement dévolu aux fonds historiques de la ville²⁴, la recherche de locaux disponibles, compatibles avec les besoins et les normes de la conservation à court et à long terme des documents, a toujours représenté un épineux problème pour les autorités montheyssannes. Les nombreux déménagements, qui ont parfois provoqué la perte de cageots d'archives anciennes, comme ce fut le cas en décembre 1970, et la dispersion des archives communales, tout au long du siècle dernier, dans plus de cinq ou six lieux différents – et même plus si l'on considère que certains services ont encore leurs archives dans leur bâtiment – illustrent bien la difficulté. Les archivistes municipaux se sont souvent plaints, aux côtés de l'archiviste cantonal Grégoire Ghika, de

²² Pierre-Alain Bezat estime à environ 4 à 5 mètres linéaires les archives historiques à inventorier.

²³ AC Monthey, fonds «Archives».

²⁴ Le déménagement n'a toutefois pas encore eu lieu.

l'insuffisance des espaces réservés aux Archives, de leur caractère inconfortable, provisoire et surtout inadéquat à une conservation définitive des documents historiques²⁵.

L'actuel lieu de dépôt des archives historiques, au sous-sol de l'ancien poste de police, abrite celles-ci depuis les années 1960 ou le début des années 1970. En 1987 déjà, l'archiviste Raphy Vuilloud le jugeait «inapproprié à son service (proximité avec local à chauffage, séchage, poussière) et [...] déjà complet»²⁶. Cette opinion est partagée aujourd'hui par l'archiviste Pierre-Alain Bezat: «Le local, une cave, ne répond plus aux conditions modernes de conservation et de consultation propres à ce genre de documents. En effet, ceux-ci ne sont à l'abri ni de l'humidité, du feu, des différences de température, ni des polluants, des atteintes dues aux agents biologiques, etc.»²⁷ Il était temps de leur trouver meilleur abri.

Quant aux archives plus récentes, l'administration leur a entièrement réservé le troisième sous-sol de son nouveau bâtiment, depuis son déménagement en 1993. Si ce nouvel espace règle en partie le problème, les archives modernes de la commune n'y sont cependant pas toutes réunies.

Les archives privées

«Considérant qu'il est du devoir des autorités de sauvegarder les documents qui témoignent du passé de la commune»²⁸, le Conseil municipal de Monthey, exhorté par l'archiviste cantonal, décide à deux ou trois reprises d'acheter des anciennes archives concernant la ville, comme celle de l'hoirie Joseph-Marie Detorrenté, en janvier 1987; mais cette politique d'acquisition reste rare et concerne généralement des archives à caractère officiel.

La commune de Monthey ne possède que très peu de fonds d'archives privées. Depuis le début du XX^e siècle, elle ne récolte ni ne conserve les archives des sociétés locales, pas plus que celles des entreprises ou des familles monthey-sannes. Grégoire Ghika regrette à plusieurs reprises le désintérêt des autorités monthey-sannes pour les archives des entreprises locales notamment²⁹.

Concernant les archives des sociétés locales, la commune se prononce en octobre 1977: «Pour des raisons évidentes, la commune ne peut mettre à disposition des sociétés locales à but idéal des locaux destinés à abriter leurs archives.»³⁰ Au début des années 1990, diverses sociétés, qui espéraient obtenir un espace de stockage pour leurs archives dans les nouveaux locaux de l'administration, ont vu leur demande écartée.

²⁵ Pour des raisons de place, nous n'avons pu détailler les déménagements successifs, illustratifs à notre avis de l'attitude, peu intéressée, des autorités monthey-sannes quant à leurs archives.

²⁶ Lettre à la commune du 17 mars 1987, AC Monthey, Fonds «Archives».

²⁷ *Le château de Monthey*, p. 13.

²⁸ Séance du Conseil municipal du 14 mai 1980, AC Monthey, fonds «Archives».

²⁹ Il signale dans une lettre du 29 novembre 1979 à un certain Marc-A. Barblan, de l'Association pour le patrimoine industriel, que «dans le cas particulier de la verrerie de Monthey, nous avons assisté à un massacre et à un pillage d'une paperasse effrayante...» (Correspondance des AEV, Sion).

³⁰ AC Monthey, fonds «Archives».

L'Association du Vieux-Monthey

Création et statuts

L'Association du Vieux-Monthey, appelée aussi parfois Société d'histoire du Vieux-Monthey, naît en 1938 dans le sillon de la Société d'Histoire du Valais Romand (SHVR), fondée elle-même à Monthey en 1915. La SHVR quitte à la fin des années 1930 son bureau, sis à la salle de la Bourgeoisie du château de Monthey, pour s'installer au château de Saint-Maurice. Un de ses membres, Louis Borgeaud, voit alors le moment venu de créer un groupement d'histoire locale. Cet homme passionné et énergique forme le 22 juin 1938 un comité provisoire dont il prend la présidence et qui se compose, entre autres, de l'archiviste Ulysse Casanova (caissier de la SHVR) et de son adjoint Pierre-Marie Boissard (secrétaire communal). En octobre 1938, les autorités montheyssannes mettent gratuitement à disposition de la société en formation la salle du château anciennement occupée par la SHVR. Un mois plus tard, le 16 novembre 1938, l'Association du Vieux-Monthey est officiellement formée. Parmi les fondateurs figurent plusieurs membres du Conseil municipal, dont son président Maurice Delacoste et Pierre Delaloye, futur archiviste de la ville, mais aussi des membres de la SHVR, tels que Jules-Bernard Bertrand ou Jean Marclay.

Elaborés par Louis Borgeaud, les statuts définissent la mission du Vieux-Monthey par «le culte du folklore et des traditions montheyssannes, la recherche et la conservation de documents et d'objets se rapportant à l'histoire de Monthey. Il sera créé à cet effet un musée»³¹. Les statuts de 1984, inspirés de ceux de la SHVR, déterminent les buts suivants à l'article 2:

- susciter les recherches propres à éclairer le passé de Monthey et ses environs;
- encourager tous les efforts destinés à la sauvegarde de notre patrimoine;
- rechercher et conserver les objets et documents se rapportant à l'histoire de Monthey et de son district;
- éveiller et développer l'intérêt pour l'histoire régionale;
- entretenir des relations utiles avec les institutions à buts similaires;
- gérer et mettre en valeur le «Musée Montheyssan» et sa bibliothèque;
- entreprendre toutes activités susceptibles de servir les buts de l'Association.

En plus de soixante ans d'existence, l'Association du Vieux-Monthey n'a élu à sa tête que quatre présidents: Louis Borgeaud de 1938 à 1964, Joseph-Marie de Torrenté de 1966 à 1983, Raphy Vuilloud de 1984 à 2001 et depuis lors, Raymond Delacoste. Aujourd'hui, le comité se compose de neuf personnes.

L'Association du Vieux-Monthey s'est peu à peu forgé une place parmi les sociétés locales: de soixante membres en 1938, elle comptait plus de quatre cents membres en 2004.

Les principales activités du Vieux-Monthey: le Musée et les Pages Montheyssannes

L'époque de création du Vieux-Monthey, juste avant la Deuxième Guerre mondiale, n'est pas anodine et explique l'intérêt des membres fondateurs pour l'histoire de leur ville et la volonté de rassembler les bribes du passé. L'Association est née «à une période où le monde basculait dans la folie» et où «une série

³¹ Assemblée constitutive du 16 novembre 1938, Procès-verbaux du comité du Vieux-Monthey, Archives du Vieux-Monthey.

d'accélération [...] [allait] donner un grand coup de balai à notre rituel de vie»³². Autrement dit, Monthey, avec le développement de ses industries et l'évolution démographique, tout comme le Valais en général, entrent de plain-pied dans la modernité, une modernité qui bouleverse progressivement non seulement les modes de vie mais également le visage de la ville.

Afin de sauver le patrimoine monthey-san étiolé, et conformément aux statuts, les membres fondateurs créent un musée monthey-san. Inauguré en 1940, le Musée se propose pour but explicite de protéger et de mettre en valeur les documents et autres objets historiques se rapportant à la ville et sa région. Pour lui assurer un bon départ, la municipalité lui remet des pièces de valeur³³.

Entre 1953 et 1976, au fil de dons et autres acquisitions, le Musée s'agrandit et finit par occuper l'ensemble du premier étage du château. En 1977, la municipalité lui retire la salle des Gouverneurs, transformée en salle de réception. En 1991, le Vieux-Monthey et son Musée déménagent dans la maison Hildebrand Jost. Ces deux entités ont toutefois regagné le rez-de-chaussée du château aujourd'hui, et le Vieux-Monthey travaille actuellement à la création d'un «Musée du Pays de Monthey» de plus grande envergure, afin de mieux exposer son trésor patrimonial.

La seconde activité maîtresse du Vieux-Monthey consiste en la publication des *Pages Monthey-sannes*, son bulletin annuel né le 10 septembre 1948, à l'occasion du dixième anniversaire du Vieux-Monthey. Elles rassemblent des articles historiques concernant Monthey et sa région, écrits par des membres du Vieux-Monthey et d'autres historiens amateurs ou professionnels, proches de la société. A ce jour, seize numéros ont paru.

L'Association s'est également dotée dès 1962 d'une petite bibliothèque, créée à partir de dons et d'achats. Forte d'environ 5000 livres, elle regroupe des publications d'historiens valaisans, chablaisiens et monthey-sans et les publications spécialisées de sociétés d'histoire.

Enfin, en tant que société protectrice du patrimoine monthey-san, le Vieux-Monthey s'est concentré, dans les années 1990, sur la préservation de bâtiments privés ou publics et des quartiers dignes de protection. Dans le cadre de mises à l'enquête publique, le Vieux-Monthey s'est par exemple investi pour sauvegarder la rue du Faye, le Café de la Promenade ou encore la maison de Kalbermatten. Ces actions sont jugées ardues par Raymond Delacoste, surtout pour une «Association sans pouvoir réel auprès de l'Autorité politique»³⁴, et elles ont terni pendant quelques années les relations entre les autorités municipales et le comité du Vieux-Monthey³⁵.

La recherche de locaux et de fonds: la collaboration avec la municipalité

La recherche de locaux pour son Musée et pour le dépôt des objets récoltés représente, avec le besoin d'argent, un des principaux combats de l'Association

³² Paroles du président de Monthey, Alain Dupont, dans les *Pages Monthey-sannes*, 13 (1990), p. 5.

³³ Deux grands tableaux des armoiries des gouverneurs, un râtelier avec vingt-cinq fusils anciens, une table sculptée avec sept chaises assorties, deux armoiries anciennes et quarante objets divers; séance du comité du Vieux-Monthey du 8 avril 1939, Procès-verbaux des séances du comité, Archives du Vieux-Monthey.

³⁴ Raymond DELACOSTE, *Statuts de l'Association du Vieux-Monthey*, brochure de 1984.

³⁵ Les relations entre les autorités et le Vieux-Monthey se dégradèrent même à tel point que plusieurs conseillers municipaux, membres du Vieux-Monthey, démissionnèrent de la société. La bonne entente est rétablie aujourd'hui.

montheysanne tout au long de son histoire. Dans ces deux domaines, le Vieux-Monthey dépend beaucoup de la bienveillance et de la disponibilité de la commune à son égard, lesquelles découlent pour l'essentiel des personnalités en présence et des relations tissées au fil des années et des événements.

Si les discours officiels, lors d'anniversaires, d'inaugurations ou d'assemblées générales sont bien sûr toujours très positifs, l'intérêt ou la bonne volonté ne sont pas toujours de mise de la part de la municipalité³⁶.

Sur le plan financier, selon l'article 15 de ses statuts, le Vieux-Monthey tire sa subsistance des cotisations annuelles des membres, des dons, legs et subsides divers, ainsi que du rendement des fonds éventuels. Son budget actuel tourne autour des 15 000 à 20 000 francs par année³⁷.

Depuis plus de dix ans, le Vieux-Monthey ne reçoit plus de subsides de la part de la municipalité. Toutefois, la commune vient de verser un important montant pour l'aménagement de son Musée.

Fait notable dans son histoire, le Vieux-Monthey obtient dès 1959 un appui financier de la part de la commune, par des subsides extraordinaires consentis pour l'impression des *Pages Montheysannes* ou lors d'occasions spéciales. À partir des années 1970, ces subsides extraordinaires – versés indépendamment de la publication des *Pages Montheysannes* – se transforment en subsides réguliers, jusqu'au moment de la détérioration des relations au début des années 1990, lorsque le Vieux-Monthey s'oppose à des projets immobiliers soutenus par la municipalité.

Ce sont également des difficultés relationnelles entre les autorités et Louis Borgeaud – complications provoquées par le refus de la commune de permettre au Vieux-Monthey d'organiser son loto – et, par là, des soucis pécuniaires, qui poussent le président du Vieux-Monthey, en 1959, à faire siéger un représentant de la municipalité dans son comité (inscrit dans les statuts, art. 9). Selon le protocole du 25 avril 1959, ces «heureux résultats enregistrés apporteront à notre population, au Vieux-Monthey en particulier, la satisfaction que les collections et les précieuses archives, soigneusement classées au musée, seront placées dorénavant sous la bienveillante sauvegarde de nos Autorités communales». Le but explicité par Louis Borgeaud, pendant l'assemblée générale du 17 juin 1959, est de «permettre à l'administration communale d'obtenir un droit de regard sur l'activité de notre association ou un contrôle sur ses dépôts.»

Aujourd'hui toutefois, en raison de la création d'une Commission de gestion du château dans le cadre du projet de l'Espace culturel, le président a décidé de mettre fin à la représentation de la municipalité dans le comité.

Si le Vieux-Monthey a constamment bénéficié d'un espace pour son Musée, en revanche ses besoins en locaux n'ont pas toujours été satisfaits. La société a

³⁶ Le président de Monthey s'excuse, par exemple, dans les *Pages Montheysannes*, de «l'indifférence» des autorités: «Ce qui a été entrepris comme ce qui continue à être fait, revêt une importance que nous n'apprécions pas toujours à sa juste valeur. Aux membres du Vieux-Monthey, j'exprime la reconnaissance des autorités, en regrettant de ne pas pouvoir offrir, cette année encore, le cadeau qu'ils attendent depuis si longtemps et que nous n'en finissons plus de promettre. Ce musée tant souhaité représente pourtant un outil de travail indispensable sur le plan éducatif et social, ainsi qu'un élément de survie pour l'Association. [...] Merci de nous faire partager votre passion, malgré notre indifférence.» (*Pages Montheysannes*, 13 (1990), p. 5)

³⁷ Il en faudrait le double pour gérer notamment le nouveau musée, selon le président Raymond Delacoste.

déménagé à cinq reprises durant son existence. Elle s'est régulièrement retrouvée à l'étroit dans le château, ce qui a freiné ses activités. Les locaux obtenus en 1991, dans la maison Hildebrand Jost, ne sont pas très fonctionnels pour une pratique muséologique. C'est une des raisons pour lesquelles le Vieux-Monthey a retrouvé aujourd'hui le château. Grâce à une convention signée avec la municipalité, la société en sera l'hôte pendant vingt ans.

Le Vieux-Monthey au service des archives privées

Conformément à l'un des buts que s'est imposés le Vieux-Monthey à sa création en 1938 – sauver de la destruction ou de l'oubli des objets ou documents se rapportant à l'histoire de Monthey et du district – une des premières actions du comité est de retrouver, rassembler et conserver des archives qui concernent la ville et ses habitants. En cela, le Vieux-Monthey adopte, selon l'historien Pierre Reichenbach, la même attitude de départ que les autres sociétés d'histoire valaisannes: il y avait en effet «urgence pour nos sociétés, en leur début, de sauvegarder, de rassembler et de conserver les documents anciens qui, par l'incurie de quelques générations, se trouvaient jetés presque en vrac dans des greniers ou dans des caves quand ils n'étaient pas dispersés ou détruits»³⁸.

Certaines personnalités se sont particulièrement démenées, comme le président Louis Borgeaud, pour récolter des documents sur la ville de Monthey. Le Vieux-Monthey invite même régulièrement les citoyens, par la voix des journaux ou lors des assemblées générales, à léguer ou déposer leurs pièces d'archives ou d'autres objets à valeur historique. Il se met également «volontiers à leur disposition pour un inventaire de leurs vieux documents, une identification éventuelle, etc. La plus grande discrétion leur est assurée sur la tenue de leurs galetas»³⁹. Le Vieux-Monthey a toujours nommé un archiviste au sein de son comité.

Cette activité porte ses fruits et la société reçoit régulièrement, depuis sa création, des dons de familles ou de privés, à l'exemple du président Maurice Delacoste qui offre en 1940 des documents ancestraux⁴⁰. L'Association monthaysanne recueille également les archives des sociétés locales. En 1955 et 1986, elle souhaite aménager une salle à cet effet afin de les conserver et de les mettre en valeur. Cependant, sa recherche d'un local demeure infructueuse. Elle continue malgré tout son action. Aujourd'hui, le Vieux-Monthey vient par exemple d'accueillir les archives de l'Harmonie municipale, une des plus anciennes et importantes sociétés de Monthey.

Si le Vieux-Monthey poursuit, tout au long de son histoire, ses efforts de sauvegarde documentaire, la publication des *Pages Monthaysannes*, l'activité muséologique ou la protection du patrimoine bâti tendent à absorber, à certaines périodes, presque toute l'énergie du comité. Cependant, le bulletin et le Musée contribuent à l'exploitation et à la valorisation des archives. Depuis les années 1980 en effet, le Musée abrite des expositions thématiques qui permettent de montrer au public les documents les plus intéressants de la société. Cette activité a pris de l'ampleur ces dernières années, avec notamment une exposition sur *Le château de Monthey et ses souvenirs* au printemps 2002, sur *L'Épopée forestière de*

³⁸ Pierre REICHENBACH, «Le rôle des sociétés d'histoire et des Archives de l'Etat du Valais dans l'historiographie valaisanne», dans *Annales valaisannes*, 1996, p. 9-24, voir p. 17.

³⁹ Assemblée générale du 17 juin 1959, Procès-verbaux des séances du comité du Vieux-Monthey.

⁴⁰ Assemblée générale du 20 novembre 1940, Procès-verbaux des séances du comité du Vieux-Monthey.

Draversaz en 2003 ou encore, en 2005, *Des reflets par centaines, Monthey 1750-1950*.

Les fonds du Vieux-Monthey

Les archives du Vieux-Monthey sont aujourd'hui constituées principalement de deux fonds relativement imposants. Ils ont été analysés, classés et inventoriés par les soins de l'archiviste cantonal, Grégoire Ghika, en 1974 et en 1981.

Le premier fonds est composé de plus de 2700 pièces, datant du XV^e siècle à 1968 et provenant de plus de 30 donateurs. Il rassemble des archives de familles et de personnalités du XVII^e au XX^e siècle, des archives de sociétés (dont le Cercle de Monthey de 1881 à 1889, la Société de gymnastique de 1917 à 1928, l'Harmonie de 1862 à 1907, etc.), et d'entreprises (le chemin de fer de 1886 à 1907, la fabrique de dynamite d'Illarsaz au XIX^e siècle, la fabrique de pendules de 1892 au XX^e siècle, la Verrerie de Monthey de 1821 à 1956). Ce fonds comporte aussi d'importantes archives officielles, dont la correspondance du dizain de 1801 à 1834, les protocoles du Conseil communal de Monthey de 1859 à 1878, des affaires judiciaires et procès-verbaux de tribunaux de 1809 à 1946 et des affaires militaires de 1799 à 1890⁴¹.

Ce fonds, sur recommandation du président de la ville de Monthey, Raymond Deferr, qui avait été instruit par l'archiviste cantonal de la présence de documents officiels, est déposé à Sion, afin d'être gardé dans les meilleures conditions possibles: «Il est évident que ce fonds n'aura de valeur que pour autant qu'il soit conservé en lieu sûr et qu'on n'y remettra pas de désordre. [...] C'est pourquoi M. le président Deferr m'a recommandé de conserver ces documents originaux. Je me permets donc de vous en faire parvenir un certificat de dépôt, signé par M. le chef du Département de l'instruction publique, dont dépend mon Service des Archives cantonales, et par votre serviteur.»⁴²

Le second fonds est également conservé à Sion. Il comporte aussi des archives officielles, comme des dossiers de la commune de Monthey (1875-1910), ainsi que des archives d'industries, de commerces et de sociétés diverses allant de 1518 à 1964. Un exemplaire de l'inventaire de ces deux fonds a été remis aux Archives communales de Monthey.

La société possède également une jolie collection de photos anciennes.

Les archives du Vieux-Monthey ont toujours été placées dans les locaux destinés avant tout au Musée, jusqu'au moment où la majorité d'entre elles ont été analysées et prises en dépôt par les Archives cantonales. Les archives plus tardives sont conservées à Monthey, et elles ne sont ni classées ni inventoriées pour le moment. Trois petites caves du sous-sol du château leur sont aujourd'hui réservées. Selon le président du Vieux-Monthey, elles sont en cours d'aménagement.

Les relations entre les Archives communales et le Vieux-Monthey

Au fur et à mesure de ses activités, que ce soit par son Musée, la publication de ses *Pages Montheysannes* ou l'acquisition d'archives privées, grâce aussi à

⁴¹ Cette présence de fonds officiels dans des archives privées s'explique par le fait que les personnalités en fonction ou chargées de pouvoir à l'époque ont conservé chez eux, dans leurs archives personnelles, après leur mandat, des documents officiels.

⁴² Lettre de Grégoire Ghika au président du Vieux-Monthey du 4 décembre 1974, Correspondance des AEV avec l'Association du Vieux-Monthey (Archives de l'Etat du Valais, Sion).

certains de ses membres versés dans l'archivistique – quoique non professionnels – comme Ulysse Casanova, l'Association du Vieux-Monthey acquiert le statut de référence ou d'organe de compétence, mais aussi de gardienne de la mémoire montheysanne, une fonction qu'elle a quelque peu subtilisée aux Archives communales. C'est à elle que s'adressent les sociétés ou clubs qui souhaitent fêter un jubilé par une brochure historique ou une exposition.

Les Archives communales et le Vieux-Monthey collaborent occasionnellement, lors d'expositions montées par le Vieux-Monthey ou pour la publication des *Pages Montheysannes*, mais généralement l'Association exploite avant tout ses propres documents. La collaboration se décline aussi, dans une moindre mesure, dans le domaine de l'acquisition des documents. Lorsqu'une société ou un particulier souhaitent déposer leurs documents, la commune ou l'archiviste de la ville les orientent généralement vers le Vieux-Monthey, qui est libre ensuite de les conserver ou non. Il est arrivé exceptionnellement que les Archives communales et le Vieux-Monthey achètent en commun des documents d'archives.

Les liens entre les deux entités se sont quelque peu resserrés depuis qu'un membre du comité du Vieux-Monthey, Raphy Vuilloud, a été pour la première fois nommé officiellement archiviste de la ville, en 1987⁴³. Pierre-Alain Bezat, l'archiviste actuel de la ville, est également archiviste du Vieux-Monthey. De tous les archivistes qui ont laissé quelques traces de leurs activités, ce sont les membres du Vieux-Monthey qui se sont montrés les plus enthousiastes, instruisant les autorités de l'état de conservation des archives historiques, énonçant des requêtes et des suggestions afin d'améliorer la situation jugée peu satisfaisante. Ces vingt dernières années, certains membres du Vieux-Monthey ont parfois aidé, sur la demande de leur camarade archiviste communal, au tri des archives administratives de la ville.

Cette appartenance de l'archiviste de la ville à la société du Vieux-Monthey ne semble toutefois pas avoir fondamentalement accentué la collaboration entre les deux entités. Elle tend par contre à introduire une certaine confusion, au sein de la population, entre les Archives communales et celles du Vieux-Monthey. Elle a aussi eu des répercussions négatives sur les Archives communales, qui ont été privées de l'aide des membres du Vieux-Monthey lors des différends autour de la protection du patrimoine bâti.

Le rôle des Archives cantonales dans le dispositif

Les Archives cantonales sont très présentes dans la gestion des archives montheysannes, en particulier par la contribution de Grégoire Ghika, entre les années 1960 et 1980. Elles fonctionnent véritablement comme un organe de surveillance et de conseil, non seulement pour les Archives communales mais aussi pour le Vieux-Monthey. Les archives montheysannes, tant officielles que privées, leur doivent beaucoup.

Les Archives cantonales et la mémoire officielle de Monthey

Le dépouillement de la correspondance entre la commune de Monthey et les Archives cantonales démontre bien que ces dernières assument leur mission de surveillance des Archives communales. Grégoire Ghika se rend lui-même à Monthey en plusieurs occasions, pour visiter les Archives communales. Il en tire un

⁴³ Louis Borgeaud a également officié comme archiviste, entre 1962 et 1964.

bilan dans lequel il pousse l'administration à fournir un meilleur local, à renforcer la sécurité et à poursuivre le travail de classement et d'inventariage. «N'ayant aucune objection à ce que les communes désignent des archivistes compétents pour décharger le secrétaire communal»⁴⁴, les Archives cantonales veillent également à ce que le poste d'archiviste soit repourvu lors de démission ou de décès. Elles invitent le secrétaire et/ou l'archiviste à se rendre à Sion, dans le souci «d'unifier les méthodes de tri, de classement et de répertoires dans l'ensemble du canton» et de «parer, dans la mesure du possible, à des interventions souvent malheureuses dans les archives anciennes».

L'archiviste cantonal a généralement obtenu gain de cause dans ses requêtes auprès des autorités montheysannes, mais non sans avoir dû en répéter certaines à maintes reprises et s'armer souvent de patience. Le Conseil municipal avoue, par exemple, dans sa séance du 30 mai 1968, que l'aménagement des archives historiques dans un local plus adapté au sous-sol du poste de police «fait suite à des demandes réitérées de l'archiviste cantonal»⁴⁵.

Les Archives cantonales et la mémoire privée de Monthey

Dans une lettre au président Raymond Deferr en 1976, Grégoire Ghika approuve l'action du Vieux-Monthey relative aux archives privées: «il est très souhaitable que le Vieux-Monthey continue son activité auprès de toutes les couches de la population, à tous les niveaux d'âge, et que cette société se maintienne, ne serait-ce que pour continuer à collecter des archives de famille, de sociétés, etc., des photos anciennes, des objets de toute espèce pour le ou les musées»⁴⁶.

La principale contribution des Archives cantonales en faveur du Vieux-Monthey consiste en l'élaboration de deux inventaires analytiques de ses archives. Selon l'archiviste cantonal en 1968, «le Vieux-Monthey est bien le dernier fonds d'archives du Valais à n'avoir pas d'inventaires analytiques, permettant un travail scientifique». Dans une lettre à Ulysse Casanova, il encourage la société montheysanne à mettre de l'ordre dans ses documents, et il finit par effectuer lui-même ce travail.

En remerciement de son travail de classement, Grégoire Ghika est élu membre d'honneur du Vieux-Monthey en 1975. Lors de la révision des statuts de la société en 1984, il suggère quelques modifications et joue ainsi le rôle de conseiller.

Evaluation de la situation: une mémoire en danger

Synthèse et perspective comparative

Notre partie descriptive montre que la gestion de la mémoire montheysanne s'est tacitement partagée entre deux acteurs, les Archives communales et la société du Vieux-Monthey, l'un se contentant généralement de conserver la mémoire écrite officielle, selon les dispositions légales en la matière, l'autre s'ef-

⁴⁴ Lettre de Grégoire Ghika au secrétaire communal de Monthey, le 27 février 1962, AC Monthey, fonds «Archives».

⁴⁵ Séance du 30 mai 1968, Procès-verbaux du Conseil municipal (AC Monthey).

⁴⁶ Lettre de Grégoire Ghika au président Deferr, en avril 1976, AC Monthey, fonds «Archives».

forçant de récolter des archives privées, en sus de sa collecte d'objets anciens. Les rôles se sont établis ainsi, sans convention officielle, au fil des années et des acteurs. Sur la base de cette brève analyse, nous pouvons placer la situation montheysanne dans le scénario 3 de notre grille d'évaluation, ce qui nous laisse déjà deviner ses avantages et inconvénients.

La gestion séparée de la mémoire officielle et privée par deux entités différentes n'est pas, à notre avis, mauvaise en soi, à condition que celles-ci possèdent des structures solides et travaillent sur des bases fermes. Des communes ou des villes en Suisse ont adopté ce mode de fonctionnement. C'est le cas de La Chaux-de-Fonds, dont nous avons une connaissance plus précise grâce à une étude de Sylvie Béguelin⁴⁷. La gestion des archives de cette ville d'environ 37 000 habitants présente un compromis entre les scénarios 1 et 3. Si la municipalité prend entièrement en charge sa mémoire à travers différentes institutions, comme les Archives communales, la Bibliothèque de la ville ou le Musée historique, ce qui se rapproche du scénario 1, une «dichotomie de fait existe entre la conservation des archives administratives et celles des archives privées, l'une étant l'apanage des Archives communales, l'autre de la Bibliothèque de la Ville»⁴⁸. Cette «dichotomie», que Sylvie Béguelin juge pourtant «exceptionnelle dans le paysage archivistique suisse», se retrouve dans la localité montheysanne, bien que le statut du Vieux-Monthey, société privée, se distingue de celui de la Bibliothèque chaux-de-fonnière, institution officielle, subventionnée par la municipalité.

A Monthey cependant, notre analyse plus poussée de la structure et du mode de fonctionnement des deux propriétaires du patrimoine écrit, ainsi que celle de leur relation ou collaboration, révèle des insuffisances graves, et de manière générale, une situation précaire et fragile, tant pour la mémoire officielle que pour la mémoire privée.

Avantages et limites de la situation montheysanne

Sans investissement important de la part de la commune, l'action du Vieux-Monthey en faveur des archives privées a permis, et permet toujours, de sauvegarder tout un pan du patrimoine écrit de la ville de Monthey et de sa région, les archives de familles, de sociétés, de clubs, d'entreprises. Autre avantage indéniable, le Vieux-Monthey offre à la population une possibilité pour le dépôt d'archives, dépourvue de toute couleur politique susceptible peut-être de rebuter certaines familles ou certains individus. Les Archives communales de Montreux, par exemple, se nomment précisément Archives de Montreux pour se distancer de toute connotation politique, souvent nuisible dans la collecte d'archives privées. Celle-ci se joue en effet beaucoup sur des relations de confiance entre les déposants ou donateurs et le donataire. Ce second lieu de dépôt est d'autant plus important que le nombre de sociétés cherchant à déposer leurs archives augmente à Monthey.

Cependant, le dynamisme du Vieux-Monthey, qui contraste avec une certaine indifférence des Archives communales, contribue à notre avis à déresponsabiliser les autorités politiques montheysannes, peu enclines depuis le début du XX^e siècle

⁴⁷ Sylvie BÉGUELIN, *Etude pour la mise en place d'une stratégie de conservation et d'exploitation des archives en ville de La Chaux-de-Fonds*, Mémoire présenté en vue de l'obtention du certificat universitaire de formation continue en archivistique, s.l., 2004.

⁴⁸ BÉGUELIN, *Etude pour la mise en place d'une stratégie*, p. 9.

– le dépouillement des procès-verbaux le montre bien – à se dépenser pour la conservation des archives.

En outre et surtout, autre limite que nous retrouvons dans notre grille évaluative, cette répartition bipartite de la conservation de la mémoire montheysanne ne repose pas sur une véritable concertation entre les partenaires ou sur une convention codifiée. L'action du Vieux-Monthey se déploie sans autre préoccupation de la commune, et sans politique d'acquisition prédéfinie. La constitution de la mémoire tend à être aléatoire, et elle ne reflète pas forcément la véritable identité montheysanne, industrielle et multiculturelle. Elle tend également à être relativement fragile en cas de crise ou de dégradation des relations humaines.

Nous pensons que cette absence de partenariat plus officialisé peut s'expliquer par le fait que les entités en présence ne disposent pas de structure ou d'ossature suffisamment forte pour se présenter et agir comme de véritables partenaires ou interlocuteurs. A nos yeux, cette fragilité met en péril avant toute chose la mémoire montheysanne, à court et à long terme.

Evaluation de la gestion de la mémoire officielle

Entité bicéphale – puisque gérée en partie par le secrétaire municipal et en partie par l'archiviste – scindée entre archives historiques et archives modernes, les Archives communales ne sont pas organisées en service à proprement parler, avec à sa tête un responsable qui puisse servir d'interlocuteur et dont le statut serait bien affirmé. Nos recherches montrent une activité archivistique quelque peu irrégulière qui ne repose pas sur une assise légale forte, malgré l'adoption récente d'un règlement, cependant très succinct. Les autorités montheysannes ont tendance à ne considérer véritablement comme archives que les archives définitives, oubliant «qu'un document prend la qualité d'archives du jour de sa création»⁴⁹. Cantonné dans un rôle de conservateur, image aujourd'hui désuète, trop peu rémunéré pour mener à bien son lourd cahier des charges, l'archiviste de la ville n'est pas en mesure de rattraper le retard dans le classement et l'inventaire de certains fonds, ce qui rend difficiles le suivi et la continuité dans la pratique archivistique. Dans ce domaine-là, les autorités montheysannes se sont beaucoup reposées sur les Archives cantonales.

L'archiviste reste encore très à l'écart des archives contemporaines et intermédiaires, gérées pour l'essentiel par les services eux-mêmes. Il n'a pas accès de manière systématique à une des étapes aujourd'hui centrales de la pratique archivistique, l'évaluation, pratiquée sans regard professionnel par les services. Nous estimons que ce mode de fonctionnement des Archives communales recèle un risque élevé de perte de mémoire, l'exemple de la sauvegarde *in extremis* de documents de valeur, en 2001, est là pour nous le rappeler⁵⁰. Les Archives communales sont également peu valorisées, si l'on excepte leur exploitation par des historiens.

Evaluation de la gestion de la mémoire privée

La mémoire privée montheysanne est récoltée et recueillie par une poignée de personnes bénévoles, le comité du Vieux-Monthey, dont les moyens humains et

⁴⁹ Ministère de l'économie et des finances, direction du budget, Service central d'organisation et méthodes (SCOM), *La fonction «archives» dans les services administratifs publics et privés*, [Paris], 1982, p. 6.

⁵⁰ Voir plus haut, p. 352.

financiers risquent d'être trop dispersés et limités par de multiples activités, malgré les efforts et la bonne volonté de ses membres. Le comité a eu tendance, depuis sa création, à amasser des documents pour éviter leur destruction, sans avoir toujours les locaux ou le personnel nécessaires pour les conserver de manière adéquate, les classer et les mettre en valeur⁵¹.

Les procédures de prise en charge des documents privés ne sont en outre ni soutenues ni sécurisées par un certificat écrit ou un contrat de dépôt entre le Vieux-Monthey et les déposants.

En l'état actuel, le Vieux-Monthey ne nous semble pas en mesure d'assurer à long terme la gestion et la conservation de la mémoire privée de la ville.

Consolidation nécessaire

Nous sommes convaincue que la gestion de la mémoire montheysanne ne peut se poursuivre selon les mêmes modalités sans un risque élevé de perte de mémoire. La tendance est de stocker les documents en vrac, sans que leur exploitation soit véritablement possible. Nous estimons que les structures de chacun des partenaires, ainsi que le partenariat qui les relie, doivent être consolidés. Nous pensons aussi que le contenu ou les composantes de cette mémoire méritent d'être mieux considérés en fonction de l'identité propre de la ville de Monthey.

Quelques pistes pour une politique de la mémoire montheysanne

Après avoir évalué dans les grandes lignes la situation montheysanne et mis en évidence la fragilité de la gestion de la mémoire écrite de la ville, nous souhaitons non pas résoudre ici tous les problèmes soulevés, mais proposer, en accord avec les théories archivistiques contemporaines, quelques pistes de réflexion susceptibles de consolider à court ou à long terme le traitement et la conservation du patrimoine écrit montheysan. Ces pistes suggèrent des solutions d'ordre aussi bien structurel ou organisationnel que légal ou juridique.

Il est peut-être opportun de rappeler ici que la mémoire est «une responsabilité collective»⁵², un devoir civique, dont doivent s'acquitter les autorités. De même, «il n'y a ni Administration, ni Etat, ni Histoire sans mémoire»⁵³.

Nous pensons que la commune de Monthey doit nécessairement s'engager davantage pour assurer la pérennité de sa mémoire. Notre grille d'évaluation montre bien que plus la commune s'investit dans la gestion de sa mémoire, moins le risque de pertes est élevé. Un effort a été consenti récemment, nous l'avons explicité en introduction, par la décision des autorités de fournir aux archives historiques ainsi qu'au Vieux-Monthey un espace plus adéquat. C'est un bon point de départ: des archives ne peuvent correctement fonctionner sans des locaux appropriés. Cette initiative ne suffit cependant pas. L'effort doit se poursuivre et se justifie d'autant plus à nos yeux que les Archives cantonales ne peuvent plus

⁵¹ La prise en charge de l'inventaire de ses deux principaux fonds par les Archives cantonales et le dépôt de ces derniers à Sion en est la preuve.

⁵² COUTAZ, «Quelles politiques», p. 21.

⁵³ Gilbert COUTAZ, «La crise financière menace aussi la mémoire de notre pays», dans *Le patrimoine vaudois existe, nous l'avons rencontré. Etats généraux du 6 décembre 1997*, éd. Association pour le patrimoine naturel et culturel du canton de Vaud, Lausanne, 1997, p. 126.

aujourd'hui, faute de moyens, nous l'avons déjà souligné, assumer leur aide de manière aussi poussée. Les communes doivent donc prendre leurs responsabilités face à leurs archives, et Monthey peut se sentir d'autant plus concernée que ses Archives communales possèdent un riche patrimoine écrit qu'il serait dommage de négliger.

Professionnalisation de la gestion des Archives communales

A notre avis, la sauvegarde de la mémoire montheyenne n'est pas possible sans une consolidation structurelle des Archives communales, même si la commune ne gère pas elle-même directement cette mémoire sous toutes ses facettes. Nous entrevoyons ainsi la professionnalisation de la fonction de l'archiviste et, conséquemment, la création d'un véritable Service d'Archives comme une solution souhaitable.

En Suisse, une cinquantaine d'Archives communales confient la gestion des documents à des professionnels⁵⁴. C'est avant tout le cas dans les grandes villes, telles Zurich, Berne, Saint-Gall, Genève ou Lausanne, mais la professionnalisation apparaît aussi aujourd'hui dans des villes de moyenne importance comme Nyon, Vevey ou Montreux⁵⁵, et dans des communes, à l'image de Meyrin en 2001 et Vernier en 2003⁵⁶. Ce phénomène gagne aussi le Valais. Ainsi, les villes de Sion et de Martigny font gérer leurs archives par des spécialistes en la matière.

La professionnalisation de la gestion des Archives communales apparaît même à nos yeux comme inévitable à long terme, si nous tenons compte des actuels défis pour les archives.

En effet, l'augmentation accélérée de la masse documentaire, la transformation des supports de communication développant l'archivage électronique, et un droit toujours plus large du citoyen à l'information instaurent une nouvelle société de l'information. Celle-ci représente un nouvel enjeu pour les archives, considérées aujourd'hui comme un outil de gestion qui permet d'améliorer l'efficacité des tâches administratives, la transparence de l'Etat et de l'action politique, et en conséquence d'augmenter la confiance des citoyens dans les institutions. Elles deviennent «un instrument de démocratie au service de l'Etat de droit et des droits de l'homme»⁵⁷. Vu cette nouvelle donne, le métier d'archiviste subit une profonde mutation. L'archiviste n'est plus seulement un historien-conservateur reclus dans une cave ou un grenier. Il acquiert le statut de gestionnaire de l'information, à la tête d'un centre moderne de prestations et d'informations. Partenaire de l'administration et des autorités, il gère l'ensemble du cycle des documents en menant une politique pro-active (préarchivage, système de *Records management*) et non plus réactive.

Dans son nouveau rôle, l'archiviste professionnel possède plus d'un atout pour une administration communale. Il augmente l'efficacité de la machine admi-

⁵⁴ Rodolfo HUBER, «Gli archivi comunali in Svizzera», dans *Arbido*, 5/2004, p. 13.

⁵⁵ François BURG, Barbara ROTH-LOCHNER, «Les archives en Suisse ou la fureur du particularisme», dans *Archives*, 1-2 (2002-2003), p. 47. A Nyon, ville de 16 000 habitants: présence d'un archiviste à 80% et d'un apprenti; à Vevey, ville de 16 000 habitants: présence d'un archiviste à 50%; à Montreux, ville de 22 500 habitants: présence d'une archiviste à 75%, d'une collaboratrice à 50% et d'un apprenti.

⁵⁶ BÉGUELIN, *Etude pour la mise en place d'une stratégie*, p. 17.

⁵⁷ *Information et bonne gouvernance*, éd. Direction du développement et de la coopération et Archives fédérales, Berne, 2001, p. 4.

nistrative grâce à un système de classement pertinent, tout en en réduisant les frais⁵⁸. L'archiviste est l'interlocuteur compétent pour toute recherche documentaire⁵⁹. Dans la mouvance du droit à l'information des citoyens, qui s'inscrit légalement dans tous les cantons avec plus de force⁶⁰, l'archiviste garantit aux citoyens l'accès aux données selon les prescriptions légales en la matière, mais il préserve également des regards indiscrets les dossiers délicats, protégeant ainsi le travail administratif. Il endosse en quelque sorte un rôle de juriste en gérant les problèmes d'ordre légal en matière d'information⁶¹.

En conclusion, un archiviste professionnel à Monthey, au bénéfice d'un taux d'occupation adéquat et correctement rémunéré, pourrait rattraper le retard dans le classement et l'inventaire. Fort d'une reconnaissance officielle, il pourrait proposer des améliorations de l'organisation documentaire et de la gestion de l'information de la commune et garantir un préarchivage ainsi qu'un archivage adéquats. Il pourrait également améliorer l'exploitation et la valorisation du patrimoine archivistique de la commune, en partenariat avec le Vieux-Monthey. Des Archives communales solides seraient en mesure de sauvegarder la mémoire privée en cas de dissolution du Vieux-Monthey, ou de partager cette responsabilité avec cette Association.

Consolidation légale et juridique

Une politique qui dépend essentiellement de la motivation ou de la bonne foi des personnes impliquées, sans être soutenue par une assise légale ou une définition claire des rôles, est risquée. Des circonstances particulières, des frictions de personnalités, un désintéressement des acteurs peuvent rapidement la fragiliser. Nous pensons ainsi que le cadre légal et juridique de la gestion de la mémoire montheyenne, actuellement déficient, mérite d'être renforcé. Le nouveau *Règlement interne des archives communales*, très succinct sur certains points, pourrait être encore approfondi.

Corollairement, le partage des responsabilités entre le Vieux-Monthey et les Archives communales devrait être mieux défini et codifié. Une convention écrite et signée des deux protagonistes, seul remède à un traitement aléatoire de la mémoire montheyenne, permettrait d'officialiser et de définir les rôles et missions de chacun dans la gestion et la conservation de cette dernière, mais aussi dans sa valorisation. Cette convention se justifie d'autant plus à nos yeux que le Vieux-Monthey possède en son sein des archives officielles. Elle devrait impérativement comporter une clause sur la sauvegarde et le suivi des archives privées en

⁵⁸ Le gouvernement canadien, par exemple, estime à 10 millions de dollars canadiens les économies annuelles réalisées dans l'ensemble de l'administration nationale, grâce aux conseils prodigués en matière de gestion de l'information et des documents par les Archives nationales du Canada (*Information et bonne gouvernance*, p. 4).

⁵⁹ A Sion par exemple, selon Patrice Tschopp, la fonction de l'archiviste a gagné en crédibilité avec le temps, grâce à l'aide efficace fournie aux différents services de la commune.

⁶⁰ En Valais, un avant-projet de loi sur l'information est actuellement en cours d'élaboration au sein d'une commission extra-parlementaire. Ce projet de loi devrait être discuté au Grand Conseil en automne 2007. Le Valais est un des derniers cantons à ne pas avoir de nouvelle loi sur l'information.

⁶¹ A Montreux, l'argument de la sécurité des dossiers fut important pour l'instauration de la professionnalisation du métier d'archiviste.

cas de dissolution ou de crise, un droit de préemption des Archives communales, par exemple⁶².

Nous aimerions évoquer un autre aspect de la récolte d'archives privées, qui nous semble important: l'officialisation des procédures de dons, ou de dépôts s'ils existent. Le Vieux-Monthey reçoit des lots d'archives et en devient le propriétaire, sans que cette propriété soit toutefois juridiquement formulée. Une remise en question de celle-ci est dès lors possible. La reconnaissance et la protection juridiques des archives privées nécessitent l'établissement d'un modèle de certificat ou de contrat qui doit accompagner systématiquement toute donation et tout dépôt. Les interlocuteurs du Vieux-Monthey doivent être parfaitement identifiés et «le statut juridique (don ou dépôt) doit être connu au démarrage des procédures, chaque fonds privé constituant un cas d'espèce dans le traitement et l'interprétation juridique»⁶³.

Définition d'une politique d'acquisition claire

Pour corollaire à cette répartition officielle des rôles, une réflexion commune devrait à notre avis être menée pour concevoir et définir une politique d'acquisition claire en matière d'archives⁶⁴. La raison d'être et le but de celle-ci sont d'assurer à la collectivité montheysanne une mémoire la plus représentative possible de son identité.

Comme déjà souligné en introduction, la mémoire communale qui, grâce aux archives, peut toujours être reconstituée et revivifiée, est un instrument identitaire très important. Des repères, des valeurs ou des savoirs communs à l'ensemble de la population doivent exister pour qu'une société pluriculturelle ou une population diversifiée puissent survivre. La mémoire communale possède ainsi un rôle intégrateur ou fédérateur souvent méconnu des autorités, mais qu'elle ne peut remplir correctement que si elle reflète toutes les composantes de l'identité locale.

Autrement dit, cette politique d'acquisition devrait être formulée en tenant compte des spécificités de la localité, et non dépendre aléatoirement des opportunités ou des personnes actives dans le domaine archivistique, comme c'est le cas aujourd'hui.

Grégoire Ghika soulignait en 1976 déjà, dans une lettre au président Deferr, une lacune dans la constitution de la mémoire montheysanne: «Dans une ville industrielle comme la vôtre, on ne pourra connaître l'histoire de vos industries que si l'on invite à temps chacune d'elles à conserver un minimum d'archives et que l'on trouve des locaux, le cas échéant, pour recevoir tout ou une partie de ces archives.»⁶⁵

⁶² Les statuts du Vieux-Monthey contiennent un article 18 qui va dans ce sens, mais qui mérite à notre avis d'être précisé: il stipule qu'«en cas de dissolution, les avoirs du Vieux-Monthey seront remis à la Commune de Monthey à l'intention d'une œuvre à créer qui poursuivra des buts similaires à ceux de l'art. 2 des présents statuts».

⁶³ COUTAZ, «Quelles politiques», p. 12 et 19.

⁶⁴ Les Archives de Montreux, par exemple, en possèdent une: d'une part, la moitié des fonds doit être accessible au public; d'autre part, les fonds doivent appartenir au patrimoine montreusien, ou à celui de la région, mais sans dépasser le district. Les pourvoyeurs sont des gens qui ont vécu à Montreux ou qui ont produit des documents sur la ville, des bourgeois, des sociétés ou associations basées ou actives à Montreux, etc.

⁶⁵ Lettre de Grégoire Ghika du 15 avril 1976, AC Monthey, fonds «Archives».

Pour reprendre les termes de Sylvie Béguelin, il s'agit de trouver et de définir «les clefs identitaires de la ville»⁶⁶ qui permettent d'orienter cette politique d'acquisition. Par exemple, Monthey, de bourg agricole fort d'environ 1000 habitants au tournant du XX^e siècle, est devenu aujourd'hui le premier centre de l'industrie valaisanne. Cette croissance s'est effectuée en grande partie par la force de l'immigration. Cet apport d'étrangers venus d'horizons multiples, ou ce multiculturalisme, donne à la ville une certaine particularité, un certain état d'esprit. D'autres clefs encore devraient être mises en évidence.

Pour être réalisée de manière optimale, cette nouvelle politique d'acquisition impliquerait une action plutôt prospective que réactive et nécessiterait d'agir peut-être plus sur certaines natures d'archives que sur d'autres.

Une association pour les archives privées?

Comme nous l'avons explicité dans notre partie évaluative, nous pensons que les moyens actuels du Vieux-Monthey sont trop limités pour la gestion et la conservation à long terme de la mémoire privée de la ville. Un essoufflement est inévitable. Une plus grande implication de la municipalité, ce que nous prônons, doit passer par une plus grande représentation de cette dernière au sein du Vieux-Monthey, ainsi que par un soutien financier et structurel adéquat, afin que l'Association soit véritablement épaulée dans sa tâche de gardienne de la mémoire.

Si cet appui nous semble indispensable, nous pensons malgré tout que l'Association du Vieux-Monthey se disperse dans trop d'activités différentes. C'est pourquoi nous sommes tentée de proposer la création d'une nouvelle association⁶⁷ dont l'unique activité et le seul but seraient la gestion de cette mémoire écrite, à l'image de ce qui s'est fait récemment à Martigny avec la création, à la fin 2003, d'une Association des Archives de Martigny.

Conscientes d'être trop peu compétentes pour régler le problème des archives de la commune, les autorités ont en effet décidé, de concert avec l'Association Patrimoines de Martigny, de fonder cette Association martigneraise et de la soutenir aussi bien financièrement qu'administrativement. Elles ont également investi 700 000 francs pour l'aménagement d'un bâtiment devant accueillir les Archives.

Le comité de l'Association des Archives de Martigny se compose de deux conseillers municipaux, du responsable des Archives de la ville, du secrétaire municipal et de deux personnes de l'Association Patrimoines de Martigny. Son but est de mettre de l'ordre dans les Archives communales et de rapatrier les fonds, publics mais aussi privés, dispersés en plusieurs lieux⁶⁸. Pour ce faire, l'Association a engagé en septembre 2006 deux archivistes universitaires, à raison

⁶⁶ BÉGUELIN, *Etude pour la mise en place d'une stratégie*, p. 16.

⁶⁷ Avant de proposer la solution d'une nouvelle association, nous avons également réfléchi à la possibilité de créer une fondation pour les archives. Quoique les deux formes d'organisme soient envisageables, les informations que nous avons récoltées nous incitent à préférer la forme d'une association à celle d'une fondation, plus contraignante. Une fondation se gère en effet en vase clos sous la garde d'une autorité de surveillance, elle nécessite un capital de base et ses buts doivent être spécifiés de manière très stricte. La forme et l'organisation d'une association sont plus souples et plus démocratiques. Celle-ci possède en effet des membres à qui elle doit rendre des comptes dans une assemblée générale, ce qui n'est pas le cas d'une fondation. Une association peut également être transformée en fondation, mais l'inverse n'est pas possible.

⁶⁸ Ces fonds seront mis dans la base de données ScopeArchiv, utilisée et gérée par les Archives cantonales avec lesquelles l'Association de Martigny collabore.

d'un taux d'occupation de 60% chacun. Un comité scientifique a aussi été formé pour leur apporter un appui technique et professionnel.

La création à Monthey d'une telle association des Archives comporterait à nos yeux plusieurs avantages. Elle permettrait d'impliquer dans la gestion de la mémoire privée communale, par une présence au comité, aussi bien la municipalité que le Vieux-Monthey, et pourquoi pas les Archives cantonales, dont une participation aux projets communaux serait souhaitable. La forme de l'association permet aux donateurs ou déposants de documents, qu'ils soient des privés ou des sociétés locales, d'être membres et d'avoir un regard sur le travail de l'association, en plus de soutenir financièrement cette dernière par leur cotisation. Elle offre également, aspect important, des possibilités de financement multiples et variées, en sus des cotisations, subventions et autres dons, possibilités qui ont été peu envisagées et exploitées encore par le Vieux-Monthey. Nous pensons à un soutien par des firmes locales notamment, mais aussi à une autre ressource dans laquelle est susceptible de puiser une institution ou un organisme qui conservent des archives privées: le dépôt payant. Cette ressource, très peu exploitée encore et discutée par Fritz Lendenmann dans son article sur les fonds privés dans les Archives de la ville de Zurich⁶⁹, nécessite la remise en question du tabou de la gratuité du dépôt.

Conclusion

Le but de notre travail n'est pas de proposer une véritable stratégie de gestion et de conservation de la mémoire écrite de Monthey, mais de suggérer quelques pistes d'amélioration, basées sur une description et une analyse les plus fines possibles de la réalité montheyssanne. Toutes ces pistes ont, à notre avis, leur importance; elles sont susceptibles, chacune à différents niveaux, de consolider la pratique et la politique montheyssannes dans le domaine archivistique. Une assise légale et juridique ainsi qu'une définition claire des rôles nous semblent plus faciles à établir, car elles ne nécessitent pas de modifications structurelles importantes. Les deux autres propositions, la professionnalisation et la création d'une association pour les Archives, requièrent une prise de position plus forte de la part des autorités communales.

Quoi qu'il en soit, toute amélioration de la situation actuelle dépend d'une volonté politique. A l'image de toute politique publique en général, une prise de conscience et l'envie d'agir sont indispensables. La question des archives et les préoccupations liées à la mémoire communale ne sont cependant pas les premiers soucis des responsables communaux, confrontés à d'autres problèmes jugés plus importants, et limités par un budget souvent serré. Les autorités montheyssannes ont déjà adopté certaines mesures en faveur de leurs archives, comme la création du *Règlement interne* et la mise à disposition d'un nouveau local. Pour aller plus loin cependant, créer une structure professionnelle par exemple, un long travail de persuasion, mais aussi d'information, doit être mené.

Les archives souffrent en effet encore beaucoup, nous l'avons ressenti lors de nos recherches, d'une image quelque peu dépréciative et surtout désuète: utiles surtout à quelques érudits ou étudiants, elles concernent le passé, et l'archiviste est encore ce «dépoussiéreur» de vieux papiers inutiles. Elles sont considérées comme une charge qui coûte plus qu'elle ne rapporte. A Martigny, par exemple, la

⁶⁹ LENDENMANN, «Archivgut privater Herkunft», p. 363 et 365.

réalisation de la *mise à niveau* des Archives communales, actuellement en cours, a nécessité de longues discussions sur plusieurs années. De nombreux rapports ont été élaborés en vue de sensibiliser les politiciens martigneraïns et de les inciter à se soucier de leur patrimoine écrit.

Pour promouvoir les archives auprès des politiciens, le problème de l'archivage électronique est, à notre avis, un argument de premier ordre à soulever. Nouveau défi pour les Archives en général, il est certainement un excellent levier pour réveiller les consciences et amener un changement d'attitude vis-à-vis des archives et du métier d'archiviste.

L'exemple de ce qui se fait ailleurs en la matière, à Montreux ou à Sion par exemple, avec les avantages que chacun des systèmes adoptés apporte à l'administration et à la mémoire communales, peut également inspirer et motiver les autorités montheysannes.

Les recherches menées dans le cadre de ce travail nous ont cependant confortée dans l'idée qu'il n'existe pas de solution unique, idéale en matière de gestion d'une mémoire communale. L'archivistique n'est pas une science exacte. Toute pratique et toute politique dans ce domaine doivent s'adapter au lieu, à la situation, à l'environnement dans lesquels elles s'insèrent. La ville de Monthey doit trouver les solutions qui lui correspondent et lui conviennent. Dans cette réflexion, les Archives cantonales restent un partenaire privilégié. Si Monthey peut s'inspirer des exemples de ses voisins, sans doute a-t-elle aussi une touche de couleur à apporter à la fresque archivistique suisse en continuelle mouvance.

Quelles que soient les solutions choisies, elles doivent garantir à long terme une mémoire qui soit le véritable reflet de l'identité montheysanne, qui prenne en compte ses spécificités et ses caractéristiques. Cette responsabilité collective et civique, souvent perçue encore comme un luxe, se révèle pourtant essentielle car, comme l'affirmait Léon Blum, «un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir».